

dévaluer le dollar, au beau milieu de la campagne électorale et alors qu'une crise sévissait. Malgré la dévaluation, la crise financière a empiré jusqu'au moment où nous avons atteint la situation à laquelle le gouvernement a dû faire face au lendemain des élections. Qu'a-t-il fait pour tirer le Canada de ce mauvais pas? Ses représentants se sont rendus outre-frontière et ils ont rencontré des gens à Washington et à New-York. Le gouvernement y a envoyé des spécialistes dire aux Américains que nous avions des difficultés et que nous avions besoin d'un prêt d'un milliard de dollars américains.

Le premier ministre avait beaucoup à dire au sujet de la défense. Il s'est montré plutôt sévère à mon égard parce que je n'en avais rien dit dans ma déclaration d'hier. Or, sauf erreur, j'ai consacré environ une demi-heure à la défense, m'en servant pour étayer l'amendement que nous proposons, selon lequel le gouvernement, par suite de sa politique indécise, faible et contradictoire, est incapable de s'occuper des affaires de l'État. La défense était un exemple tout trouvé. Mais le premier ministre exige de notre groupe d'autres déclarations encore plus nettes sur notre politique de défense, même si lui, chef d'un gouvernement, refuse de nous dire ce qu'est sa politique de défense. Je ne vois aucun moyen de forcer le présent gouvernement à s'acquitter de sa responsabilité fondamentale qui est de dire à la Chambre et à la population quelle est au juste sa politique actuelle dans le domaine de la défense nationale. Il s'y refuse absolument. Il se laisse porter par les événements, espérant que la situation ne se dégradera pas trop et qu'il pourra continuer à laisser faire les choses jusqu'au lendemain des élections, qui ne sont pas très éloignées maintenant.

Cet après-midi, le premier ministre n'avait personne pour élucider ou interpréter ses observations; il a donc essayé de le faire lui-même.

Il s'est efforcé d'élucider—ou, comme il dit, de «simplifier»—son attitude antérieure, qui avait en effet grand besoin d'une élucidation et d'une simplification! Mais je mets n'importe qui au défi de comprendre ce que le premier ministre a dit aujourd'hui sur sa politique de défense. Il a tourné autour du pot, il a promené sa petite lanterne dans des recoins obscurs, mais il n'a pas réussi à aplanir le désaccord qui le sépare de façon si évidente de son ancien ministre de la Défense nationale. Ce différend a été mis en relief, hier soir, par le ministre de la Défense lors de sa conférence de presse télévisée. On ne saurait prétendre que l'attitude de l'ex-ministre de la Défense est imputable aux propagandistes du parti libéral.

S'efforçant sans doute de définir sa propre position (si tant est qu'il en a une), le premier

ministre a plaidé en faveur d'une direction civile du programme de défense. Il est futile de redire dans cette enceinte, ou devant toute assemblée démocratique, que le pouvoir civil doit nécessairement avoir un droit de regard sur les programmes militaires et de défense. Notre pays s'est toujours conformé à ce postulat, et j'espère que tous les pays libres ne s'en écarteront pas.

Comme le premier ministre l'a déclaré cet après-midi—je crois rapporter fidèlement ses paroles—les questions de défense sont trop importantes pour laisser la décision aux généraux. Il faut sans doute des civils. Mais l'ancien ministre de la Défense nationale a traité de cela à la télévision hier soir. Il a déclaré que la défense est une affaire trop sérieuse pour abandonner les décisions à des gens qui n'y entendent absolument rien, à des gens dont ce n'est pas la spécialité.

Alors, le premier ministre, pour justifier la politique de laisser faire et de laisser aller de son gouvernement en matière de défense, répète qu'il a essayé de nous convaincre, il y a une semaine, qu'il était survenu deux événements qui motivaient d'autres tergiversations. Il a parlé encore cet après-midi de la réunion du conseil de l'OTAN qui aura lieu à Ottawa en mai,—et nous serons alors très heureux d'accueillir le conseil de l'OTAN—il a repris les déclarations de Nassau, la déclaration du président des États-Unis et celle du premier ministre du Royaume-Uni. Notre premier ministre nous a répété cet après-midi que la déclaration jette un certain doute sur notre rôle au sein de l'OTAN et dans le programme de défense du continent, que ce rôle pourrait évoluer, subir des transformations. Il est vraiment bizarre que l'une des parties à cette déclaration, les États-Unis mêmes, nie qu'on puisse en tirer de telles conclusions. Je ne devrais avoir rien à ajouter, car le ministre de la Défense nationale a exposé ce point de vue hier soir, et il est censé s'y connaître. Pour ce qui est de la réunion de l'OTAN, notre pays est-il présentement en mesure de réexaminer, de reconsidérer et de renégocier sa politique de défense en mai, lors d'une réunion de l'OTAN à Ottawa, quand le Parlement ignore tout des propositions que le gouvernement fera au conseil de l'alliance?

Naturellement, ce n'est qu'un écran de fumée. Nous le savons tous. Certains d'entre nous sont au courant de la façon dont fonctionne le conseil de l'OTAN. Il s'agit là de sa réunion du printemps. Elle durera deux jours tout au plus. En fait, à cette réunion qui se tiendra à Ottawa, on revisera la politique canadienne. Nous sommes maintenant en février, monsieur l'Orateur. Croyez-moi,